

Chapitre 9

ÉCONOMIE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE L'ÉCONOMIE

Justification

Dans l'introduction d'Horizon TERRE, nous avons suggéré que « *la façon la plus efficace, la plus rapide et surtout la plus sûre de diminuer l'empreinte carbone est de diminuer la consommation énergétique. Ceci passe par une diminution et des changements de consommation, par une répartition plus juste des richesses naturelles et économiques, par une réflexion sur les besoins qu'il vaut vraiment la peine de satisfaire. Il s'agit donc d'inventer de nouvelles façons de vivre ensemble sobres et néanmoins heureuses.* » Il s'agirait de garder à l'esprit que l'empreinte carbone n'est pas le seul type d'impact écologique, et que la consommation énergétique n'est pas le seul levier possible. Les impacts et la consommation qu'il s'agit de réduire concernent en priorité les pays et les populations les plus riches, et c'est l'économie de celles-ci que nous discutons ici. Dans cette partie, nous proposons quelques pistes de recherche pour repenser les systèmes socio-économiques compatibles avec les limites planétaires. Ce qui est communément appelé la « transition écologique » devrait plus justement s'appeler le processus de « décroissance » permettant d'atteindre une économie de la sobriété, c'est-à-dire une société où la place de l'économie serait réencastrée⁸³ dans le social, le culturel, la justice et la convivialité, fondée sur un nouveau rapport au monde matériel et non-humain, et dont l'objectif se limiterait à subvenir aux besoins des êtres vivants (y compris humains) de manière soutenable. Ce réencastrement supposera une remise en cause du rôle joué par la science économique, probablement dans le sens d'une destitution : la rationalité économique qui en constitue le cœur joue un rôle majeur dans l'asservissement des humains, de la matière et des non-humains à la croissance économique.

⁸³ Polanyi K., *La grande transformation (1944)*, Paris, Gallimard, 1983.

Augmentation de l'espérance de vie, amélioration du confort matériel d'une grande partie de la population, déploiement d'innovations technologiques complexes et accroissement considérable de la production marchande de biens et de services, sont autant d'accomplissements permis par les trajectoires de développement de nos sociétés occidentales. Mais derrière le panache macroscopique de cette croissance statistique, les inégalités s'accroissent⁸⁴, l'accès à l'emploi demeure un problème majeur, et la fragilité du système économique, dont la crise de 2007 offre un exemple patent, questionne la pérennité de nos modèles socio-économiques. Ceux-ci sont par ailleurs confrontés aujourd'hui à une crise culturelle profonde. L'intégration des sociétés dans une économie globalisée a accentué les interdépendances économiques, réduisant la marge d'autonomie et d'autodétermination des individus et communautés. Pour certain-es insistant sur ce que doivent les économies occidentales aux pays dits « en développement », cette intégration s'appelle plutôt extractivisme, impérialisme ou (néo-)colonialisme⁸⁵. Par ailleurs, les promesses de relations pacifiques qui seraient apportées par les échanges économiques ont clairement montré leurs limites (dérives identitaires, nationalistes et sécuritaires, crise de l'accueil et de l'hospitalité). Les bouleversements rapides des modes de vie survenus depuis la moitié du xx^e siècle, par la diffusion rapide d'innovations technologiques, organisationnelles et juridiques, se sont aussi traduits par une fragilisation des liens sociaux et une perte de repères, qui débouchent aujourd'hui sur une crise du sens. S'ajoutent d'autres enjeux, qui, appréhendés tout d'abord comme des « externalités » de manière isolée, révèlent désormais une crise multidimensionnelle complexe et globale : perte de biodiversité, changement climatique, modification des cycles géochimiques (e.g. cycles du nitrogène et du phosphore)⁸⁶, pollutions locales et globales multiples, surexploitation et raréfaction des ressources naturelles, tensions géopolitiques autour de leur contrôle, etc. Enfin, face à ces problèmes, les difficultés que nos sociétés rencontrent pour engager des transitions à la hauteur des enjeux (sans quoi ces sujets ne seraient plus d'actualité), la méfiance d'une part croissante de citoyen·nes envers leurs gouvernements et la désaffection des urnes traduisent, sur le plan politique, une crise de la démocratie représentative. Autant d'éléments qui invitent à prendre acte de l'ambivalence de nos choix de société, et à s'interroger sur nos conceptions du « progrès » - étape préliminaire indispensable pour imaginer, questionner, évaluer, débattre et construire collectivement des futurs souhaitables et soutenables.

Dans cette perspective se dégage alors un premier axe de recherche clé : celui des **indicateurs de progrès d'une société** (et de leur mesure). L'enjeu est d'évaluer la capacité de notre société à répondre durablement aux besoins de ses membres et donc la pertinence de nos choix de société au regard de l'ensemble du *système de besoins* de la population - et non pas seulement par rapport à un besoin particulier considéré isolément. Il est pour cela nécessaire tout d'abord de bien distinguer la notion de « besoins » des modalités de réponse à ces derniers (ou « satisfiers »)⁸⁷. Il s'agira alors d'identifier les éventuelles synergies ou les contradictions qui peuvent exister, au niveau individuel, collectif et sociétal, entre des modalités de réponse à un même besoin ou à différents besoins et de proposer des pistes d'harmonisation.

Cela nécessite, d'une part, d'interroger nos modes d'organisation sociale dans une perspective de réduction globale des flux d'extraction - production - consommation - évacuation, qui soit compatible avec l'amélioration de la qualité de vie. Les recherches pourront notamment viser à identifier d'éventuels « détours technologiques », c'est-à-dire des réponses technologiques conventionnelles à certains besoins pour lesquels sont possibles d'autres modalités de réponse moins coûteuses so-

⁸⁴ Piketty T., *Le capital au xx^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

⁸⁵ Ferdinand M., *Une écologie décoloniale*, Paris, Seuil, 2019.

⁸⁶ Rockström J. et al., « A safe operating space for humanity », *Nature*, 461, 472-475, 2009.

⁸⁷ Max-Neef M.A., *Human scale development: conception, application and further reflections*, New York, The Apex Press, 1991.

cialement et écologiquement. Il pourra aussi s'agir de mettre en évidence, de qualifier et de quantifier d'éventuels seuils de contre-productivité⁸⁸, au-delà desquels nos outils techniques, juridiques, ou nos institutions se retournent contre la finalité qu'ils sont censés servir.

D'autre part, la réduction des flux d'extraction-production-consommation ayant pour corollaire vraisemblable la réduction de l'activité marchande, il apparaît indispensable d'étudier, d'explorer, de proposer des pistes pour une adaptation de notre organisation socio-économique à un contexte post-croissance, la décroissance et le capitalisme sous sa forme actuelle étant plus contradictoires que cohérents. Les approches prospectives sont pour cela essentielles.

La **planification écologique** de l'économie, et la restructuration et réorientation de nos systèmes productifs, leur potentiel de reconversion, l'évaluation des besoins de compétences et de formation des personnes, ainsi que celle des ressources mobilisables et des obstacles à lever pour engager une transition vers une économie sobre, au service des besoins sociétaux, sont autant d'axes de recherche de première importance. Dans cette perspective, par exemple, la compatibilité des agencements et des outils financiers, comptables et juridiques avec les besoins d'une transition vers une économie sobre doit être interrogée afin d'identifier les transformations nécessaires du secteur financier et les modalités possibles de financement d'une telle transition.

Se posent également les questions cruciales de l'emploi et, plus largement - au-delà des aspects purement quantitatifs - celles du **travail** : il s'agit d'en interroger la nature et la finalité sociale, d'en explorer les métamorphoses possibles, mais aussi de se pencher sur son sens vécu et sur les facteurs de satisfaction des travailleurs. Il convient notamment d'approfondir l'étude des modèles alternatifs à l'entreprise « conventionnelle » (telles que les structures coopératives, les entreprises à but d'emploi, etc.), d'explorer les conditions et les modalités suivant lesquelles ces alternatives peuvent « faire système », et d'analyser le potentiel transformatif d'une telle transition vers une économie de la coopération plutôt que de la compétition.

Par ailleurs, face aux enjeux de justice sociale, à la croissance des inégalités et à l'instabilité des économies de marché, la centralité du rôle du travail rémunéré et des marchés dans l'accès aux ressources nécessaires à la satisfaction des besoins fondamentaux doit être interrogée. Dans cette optique, il est essentiel d'explorer le potentiel d'autres formes d'organisation collective et d'autres modalités d'allocation et de répartition des ressources et des richesses que le marché, en particulier **les communs**.

Il s'agit également d'étudier le potentiel de **relocalisation** économique, non seulement dans une optique de réduction des flux de marchandises et de leurs impacts environnementaux associés, mais aussi dans une perspective de résilience, d'autonomie et de démocratie économique des territoires. Ces derniers aspects impliquent également une réflexion sur l'échelle et le degré de centralisation appropriés des systèmes productifs.

Un des enjeux majeurs est d'arriver à transformer le système socio-économique actuel sans avoir besoin de commencer par en faire table rase. De nombreuses propositions et expérimentations existent déjà, qu'il s'agit d'évaluer, développer, et inventer.

⁸⁸ Illich I., *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.

La planification écologique de l'économie

- De quels indicateurs les citoyen·nes ont-elles besoin pour s'orienter individuellement et/ou collectivement à travers la « transition » écologique et sociale, c'est-à-dire vers une société sobre, décroissante (ne reposant plus sur la religion de la croissance économique) ? Dans quel cadre politique, juridique et territorial organiser ces indicateurs ? Quels usages pour ces indicateurs ?
- Qui dit planification dit planificateurs et planificatrices ; qui pour jouer ce rôle ? La planification s'insère-t-elle dans le cadre politico-institutionnel actuel ? Il y a-t-il par exemple besoin de créer une institution spécifique ? L'organisation administrative et territoriale actuelle est-elle le cadre adéquat ?
- Est-ce que les économistes doivent jouer un rôle dans le réencastrement de l'économie dans le social ? Si oui, lequel ?
- Quelle place pour le PIB ? (Aucune, spécifique, etc. ? Quelle hiérarchie par rapport aux nouveaux indicateurs ?)
- Quelle cartographie proposer des besoins fondamentaux et de nos modalités de réponse à ces besoins ? Comment évaluer la pertinence et l'efficacité sociétale de réponse à ces besoins ?
- Quel est le potentiel de reconversion de l'appareil productif actuel au regard des besoins de la transition écologique ? Quelles sont les compétences et les outils nécessaires pour une réorientation écologique de l'économie ? Quels sont les manques/décalages actuels ? Comment les combler ? Quels seront les besoins de formation ? Comment celle-ci peut-elle être dispensée ?
- Comment repenser le système éducatif pour y inclure les enjeux de la transition, favoriser les démarches de coopération et la solidarité ? Comment accroître la participation des citoyen·nes aux programmes éducatifs ?
- Quelles politiques de protection sociale peuvent-être imaginées pour garantir l'accès aux besoins fondamentaux de chacune et chacun à travers cette transition ?
- Quels outils financiers, comptables et juridiques sont appropriés pour permettre la transition écologique et sociale ? (Les outils actuels conviennent-ils ? Sinon, par quoi les remplacer ou vers quoi les faire évoluer ?) Quelles restructurations du secteur financier sont nécessaires pour permettre la transition écologique et sociale ?
- Des domaines clés sont à considérer pour une transformation économique en profondeur, notamment les suivants :
 - Les capacités monétaires : les masses monétaires s'accroissent à des niveaux inédits depuis la sortie de l'étalon-or. Quelle capacité d'accaparement des ressources naturelles est-on prêt à donner au système monétaire, peut-on imaginer leur décroissance ? Quelles sont les pistes ?
 - L'accès aux ressources naturelles locales ou internationales : l'extraction des ressources naturelles augmente toujours plus, quelles sont les pistes pour garder surfaces, sous-sol et atmosphère hors des circuits économiques et les retourner ou les conserver à leur état naturel ?
 - La publicité : comment réduire la publicité (qui pousse à la consommation inutile et destructrice), quelles alternatives et transformations pour les secteurs économiques qui en dépendent ?

- Comment transformer pour les redimensionner à la baisse les infrastructures le long des chaînes de production, de consommation et de traitement des effluents ?

La transformation au travail

- Quelles structures de production et quels modes d'organisation sont les plus appropriés et appropriables pour la transition écologique et sociale ? Quel peuvent être les rôles des modèles alternatifs à l'entreprise conventionnelle (e.g., coopératives, entreprises à but d'emploi, etc...) dans la transition ? Quels sont les obstacles et les conditions au développement de ces modèles alternatifs ?
- Comment améliorer la qualité des emplois et la satisfaction du travail ? Quels emplois ont du sens, selon quels critères, une fois que l'on est sorti de la logique productiviste ?
- Quelles options sont disponibles pour le partage et la diminution du temps de travail suivant les métiers, les secteurs d'activité ? Quelles sont leurs implications possibles ?
- Comment assurer les reconversions d'emplois dénués de valeurs vers des emplois utiles socialement, par exemple des emplois dans l'économie sociale et solidaire ?

Les communs et la relocalisation

- Quels instruments pertinents pour réduire les inégalités socio-économiques ? Quels outils de redistribution ? Quelles sont leurs implications possibles ? Quel peut être le rôle des *communs* dans la satisfaction des besoins fondamentaux de la population pour les différents territoires ?
- Quels modes d'organisation et de gouvernance des communs sont-ils les plus pertinents ?
- Quelles opportunités, freins, limites et atouts d'une économie non-marchande basée sur la coopération et la solidarité ? C'est-à-dire une économie basée, par exemple, sur des échanges de services non monétarisés. Des expérimentations existent comme les SEL (systèmes d'échanges locaux) ou le JEU (Jardin d'échanges universel). Quelles limites, quel potentiel ?
- Quels enseignements des expériences de monnaie locale ? En particulier, ce type de monnaie ne permettant pas de s'approprier de ressources éloignées, leur utilisation a-t-elle eu pour effet de réduire le commerce lointain ?
- Quelles sont les pistes envisageables pour une relocalisation de l'économie ? Quels degrés d'industrialisation et de centralisation peut-on envisager pour la production ?
- Quelles modalités de délibération et de pouvoir citoyens sur l'innovation technologique peut-on promouvoir (conventions citoyennes) ou imaginer ?
- Quels standards de production industrielle peut-on imaginer pour favoriser la compatibilité, la réparabilité, et le recyclage des appareils productifs, des biens de consommation et des équipements ?
- Comment favoriser le débat social, l'appropriation citoyenne des enjeux de la transition, l'investissement politique et la participation citoyenne ? Quels outils pour favoriser la démocratie directe ?

Propositions structurantes de réorganisation des systèmes socio-économiques

- Quels potentiels et quelles limites des propositions suivantes (ainsi que d'autres propositions structurantes qui émergeraient) : revenu inconditionnel, quotas carbone, plafonnement des ressources utilisables, sécurité sociale de l'alimentation ?
- Est-ce que l'une de ces propositions doit-être privilégiée, ou devraient-elles être toutes appliquées de façon coordonnée ?
- Quelles alliances et forces politiques pour défendre de tels programmes ?
- Quel enseignement peut-on attendre d'expériences systémiques qui refusent le modèle productiviste-consumériste-extractiviste ? En plus d'expériences actuelles (Zapatistas, Rojava, Amish) qu'il convient d'analyser dans le contexte de modèles possibles à adapter, de nombreuses expérimentations à des échelles plus réduites existent, permaculture, low-tech, écovillages etc.
- Quelles évolutions possibles au niveau du droit ? Une remise en cause du droit de propriété est-elle nécessaire, et alors comment la mettre en œuvre ? La préservation des conditions d'habitabilité de la planète pour les humain-es passe-t-elle par accorder des droits fondamentaux aux non-humains ?

EXPOSÉ DES MOTIFS	SANTÉ	AGRICULTURE	ÉNERGIE HABITAT MOBILITÉ (E:H.M.)	SANTÉ E.H.M.	AGRICULTURE E.H.M.	AGRICULTURE SANTÉ	ÉPUISEMENT DES RESSOURCES	T.I.C.	ÉCONOMIE	DÉMOCRATIE
----------------------	-------	-------------	--------------------------------------	-----------------	-----------------------	----------------------	------------------------------	--------	----------	------------